


RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Appel du CCN de la CGT

Nous avons évité le pire, gagnons le meilleur ! Prenons les choses en main

Grâce à la mobilisation syndicale et citoyenne, nous avons déjoué tous les pronostics catastrophes. L'Extrême droite a été battue, Emmanuel Macron a été sévèrement sanctionné et le Nouveau Front Populaire, porteur d'avancées sociales, est arrivé en tête. Nous avons d'ores et déjà gagné l'abandon des réformes très régressives qui étaient préparées par le gouvernement, notamment celles de l'assurance chômage, de la fonction publique, du logement et de l'audiovisuel public.

Cependant, au lieu de prendre acte du résultat du scrutin qu'il a lui-même convoqué, Emmanuel Macron s'entête et continue sa stratégie du chaos. Son refus de nommer un Premier ministre porteur du programme arrivé en tête constitue un coup de force inédit dans notre 5^{ème} République. Le Medef fait du chantage pour empêcher la prise en compte du résultat des élections, bloquer toute avancée sociale et amplifier une politique économique au service des puissants.

Pour éviter de remettre en cause les 60 milliards de cadeaux fiscaux qu'il a offerts depuis 7 ans aux plus riches et aux actionnaires, Emmanuel Macron prépare un budget d'austérité. Pourtant, Urgences en danger, enseignants non remplacés, pompiers sans moyens d'intervention... nos services publics sont exsangues !

Notre pouvoir d'achat continue à baisser, le patronat refuse d'augmenter les salaires et multiplie les plans de licenciements notamment dans l'industrie.

Comme le martèlent l'ensemble des organisations syndicales : pour que ce sursaut ne se transforme pas en sursis, il y a urgence à répondre aux exigences sociales, en commençant par abroger la réforme des retraites, augmenter les salaires et les pensions et les minima sociaux, financer les services publics et développer notre industrie.

Seule la mobilisation permettra que nos revendications soient enfin entendues. Ces dernières semaines, nous avons gagné de nombreuses luttes : près d'1 million de salarié-es de l'Action sociale ont gagné des augmentations de salaire et des primes pour le travail de nuit, les cheminots ont gagné 18 mois de départ anticipé à la retraite, les danseurs des JOP le doublement de leur salaire... Oui, se mobiliser ensemble change la donne !

Le mardi 1^{er} octobre, c'est le premier jour de débat sur le budget à l'Assemblée nationale. Ce même jour, 9 syndicats de retraité-es appellent à l'action pour l'accès à la santé et gagner une augmentation de leur pension. Le CCN de la CGT décide d'inviter l'ensemble des organisations syndicales à s'en emparer pour construire une puissante journée de grève et de manifestations interprofessionnelles pour gagner :

- l'abrogation de la réforme des retraites ;
- l'augmentation des salaires et des pensions et l'égalité entre les femmes et les hommes ;
- le financement de nos services publics ;
- le développement de l'emploi industriel en lien avec les enjeux environnementaux.

Pour que la journée du 1^{er} octobre soit massive, il faut que toutes les professions, tous les syndicats dans les entreprises et les services publics appellent à la grève à partir de leurs revendications professionnelles.

Dans ce processus de construction du rapport de force, partout, multiplions les échanges avec les salariés et portons les appels à la grève unitaire le 1er octobre pour forcer le patronat, les parlementaires et le gouvernement à entendre nos revendications !

Sans attendre, multiplions les luttes pour la démocratie et la justice sociale. Les forces politiques ont pris leurs responsabilités en appelant au 7 septembre ; ce qui permettra au monde du travail de se mobiliser dans un cadre citoyen pour dénoncer le coup de force d'Emmanuel Macron.

La situation internationale pèse lourd dans notre propre situation. La CGT appelle à agir pour la paix notamment le 8 septembre pour la Palestine et le 21 septembre, journée internationale pour la Paix. Nous défendons aussi les droits des femmes comme lors de la journée mondiale pour le droit à l'avortement le 28 septembre.

Montreuil, le 28 août 2024